

# L'antidémocratie implicite

Voici un sujet crucial : **l'antidémocratie implicite**, abordé essentiellement dans le premier chapitre du livre d'Antoine Chollet : "Défendre la démocratie directe" + quelques autres sources et aménagements.

**L'antidémocratie implicite** est archi répandu : il touche tous ces "bourgeois" (nombreux, mais pas seulement) qui se disent démocrate en façade et dont le discours révèle un véritable rejet idéologique d'une vraie démocratie digne de ce nom (ce qui fait d'eux de purs : OLIGARCHISTES)

*Allons-y avec A. Chollet :*

Personne aujourd'hui n'ose se dire antidémocrate, mais les arguments n'en révèlent pas moins **une méfiance profonde envers la démocratie et une inquiétude face à certaines de ses conséquences**. Le problème n'est pas facilité par cette ubiquité du discours démocratique : tout le monde se dit démocrate aujourd'hui, et tout projet se présente comme tel.

L'antidémocratie explicite, qu'il prenne les formes du monarchisme, de l'élitisme, du fondamentalisme religieux ou du corporatisme, est honteux, cantonné en des lieux extrêmement marginaux et ne concerne plus aujourd'hui que des groupuscules sans aucune pertinence politique ou sociale.

En revanche, **l'antidémocratie implicite (parfois même inconscient)** est, lui, beaucoup plus répandu. Je le crois même très majoritaire parmi les élites (...).

Qui sont les vrais démocrates ? : « **toutes celles et ceux qui pensent que les êtres humains sont égaux et que seule une communauté politique libre peut garantir que cette égalité ne se réduise pas à un slogan vide de sens et de contenu, toutes celles et ceux qui ne sont pas effrayés par le pouvoir du peuple mais considèrent, comme Thomas Jefferson, qu'il est en toutes circonstances le meilleur garant de la liberté.** »

Une brève incursion dans l'histoire de la philosophie politique montre rapidement que, depuis la Grèce ancienne, le discours antidémocratique ne s'est guère renouvelé. Une lecture même rapide de l'un des plus anciens et sans doute du plus fameux des antidémocrates — Platon — fera surgir bien des thèmes qui aujourd'hui encore irriguent les discours de **ceux qui, puisqu'ils ne peuvent plus s'opposer frontalement à la démocratie, prétendent lui trouver des défauts, dénoncent ses « excès » ou ses pathologies, et veulent l'encadrer pour mieux endiguer ses passions débordantes.**

La plupart des penseurs et des politiques (c'étaient parfois les mêmes) qui sont à l'origine des régimes constitutionnels actuels - les Etats-Unis, la France, l'Angleterre, la Suisse — avaient des sentiments pour le moins partagés à l'égard de la démocratie et ne faisaient généralement pas mystère de l'un de leurs objectifs principaux en rédigeant les constitutions qui, pour certaines, sont toujours en vigueur: **tenir le peuple à l'écart de la politique, l'assigner au seul rôle de spectateur.** Ces débats tout à fait essentiels sont aujourd'hui enterrés, et tout le monde identifie les régimes qu'ils ont contribué à créer à la démocratie, **en oubliant que leurs « pères fondateurs » auraient trouvé cette idée bien étrange :**

« Les citoyens qui se nomment des représentants renoncent et doivent renoncer à faire eux-mêmes la loi ; ils n'ont pas de volonté particulière à imposer. S'ils dictaient des volontés, la France ne serait plus cet État représentatif ; ce serait un État démocratique. Le peuple, je le répète, dans un pays qui n'est pas une démocratie (et la France ne saurait l'être), le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants. »

Abbé SIEYÈS, discours du 7 septembre 1789.

Qu'on lise également Montesquieu, les Federalist Papers ou les libéraux suisses du 19e siècle pour s'en convaincre !

Dans ces textes comme ailleurs, **on attribue au peuple toute sorte de tares: il est inconstant, irresponsable, passionné, prompt à suivre des démagogues et à s'embarquer dans des aventures déraisonnables. Il est incapable d'anticiper les conséquences de ses actes tout en méprisant toute prudence lorsqu'il en décide.** Et enfin, **argument qui couronne toute cette réflexion: le peuple est ignorant**, il ne peut comprendre les arcanes du pouvoir et ses subtilités. La conclusion est que, contrairement à ce qu'écrivait Kant à la fin du 18e siècle, **le peuple doit être maintenu dans la situation de mineur qui lui sied, sous la tutelle non plus des Lois et des seigneurs, mais d'élites désignées, sinon légitimées, par la richesse (souvent), le savoir (parfois) ou la sagesse (bien rarement).**

Tous nos systèmes politiques constitutionnels sont construits ainsi (**ndlr : parce que les constitutions ne sont jamais d'origine citoyenne et ni démocratiquement rédigées : [www.le-message.org](http://www.le-message.org)**): ce sont des régimes élitistes, ceux-là même qu'on nommait oligarchiques ou aristocratiques dans le vocabulaire politique grec. Le pouvoir appartient à un petit nombre de personnes, le peuple n'y exerçant qu'une fonction de légitimation, principalement par le biais des élections.

Cependant, tout au long des 19e et 20e siècles (avec quelques précédents remarquables), des mouvements authentiquement démocratiques sont venus contrôler, limiter, parfois combattre les tendances oligarchiques inscrites dans les ordres constitutionnels européens et américains. Qu'il s'agisse des « sans-culottes » lors de la Révolution française, du mouvement ouvrier et des diverses révolutions qui ont marqué le 19e siècle ensuite, du féminisme, du mouvement des droits civiques aux Etats-Unis, **la démocratie, quoique minoritaire et dominée, est néanmoins restée vivante durant tout ce temps.**

**Au-delà de sa force propre, elle l'est aussi restée parce que les régimes constitutionnels ont impérativement besoin d'elle, pour les raisons de légitimation** que j'évoquais à l'instant. Sans « peuple » pour soutenir les institutions, plus sérieusement que par quelques plébiscites intermittents, ces régimes s'effondreraient rapidement. **« La démocratie » leur est nécessaire, bien qu'ils cherchent à en limiter autant que faire se peut les effets et les conséquences. Ils ont besoin du peuple pour aussitôt lui ôter tout pouvoir, un peuple qui n'est libre « qu'un jour tous les quatre ans », comme le dit Rousseau des Anglais dans Du Contrat social, un peuple « qui règne -mais ne gouverne pas », pour reprendre la formule qui qualifie traditionnellement le monarque en régime constitutionnel...**

Sur cette (fausse) « démocratie » de facade nécessaire aux oligarques, observons ce que le boucher de la commune : *Thiers* expliqua aux royalistes en 1871, pour leur dire qu'il valait mieux faire une démocratie qu'une monarchie, ça donne :

« La République démocratique est très supérieure à la monarchie pour le maintien de l'ordre. Sa force contraignante sur la multitude est beaucoup plus grande que celle d'un pouvoir monarchique. Dans une monarchie, en effet, c'est la volonté d'un seul qui mène tout, et cette volonté unique est vulnérable à une contestation de la " liberté ". Dans une république démocratique, le pouvoir est l'émanation de la volonté générale, laquelle, dans la réalité concrète, est celle de la majorité des citoyens. Plus d'insurrection, dès lors, qui se puisse faire, théoriquement, au nom de la liberté puisque c'est la liberté elle-même, dans une démocratie, qui fait la loi et désigne le pouvoir. Une insurrection, sous la République, est un attentat contre la République. Il suffit donc de bien mener, chose facile, le suffrage universel pour disposer, grâce à lui, d'une puissance plénière de commandement ; la voilà, la supériorité insigne, inégalable, de la république démocratique sur la monarchie, quant à l'essentiel, qui est l'obéissance du « grand nombre ». Une république démocratique est donc infiniment mieux armée et plus efficace qu'une monarchie pour la protection des biens des possédants. Jean-Jacques Rousseau disait : " Jamais, dans une monarchie, l'opulence d'un particulier ne peut le mettre au-dessus du prince ; dans une république, elle peut aisément le mettre au-dessus des lois." Rien de plus aisé donc, dans une république démocratique, que de faire de l'État la propriété des propriétaires et ce sont eux, par conséquent, qui feront les lois. »

A partir de là, cela signifie qu'il faut complètement repenser ce que le terme de démocratie en est venu à signifier aujourd'hui, revenir à ses sources et comprendre dans quelle mesure les régimes dans lesquels nous vivons et qui s'en revendiquent, **en réalité s'en éloignent sur certains points tout à fait fondamentaux**. Il faut rappeler son principe premier: le pouvoir au peuple, avec toutes les ambiguïtés théoriques et les difficultés pratiques liées à ces deux termes. Quel pouvoir, quel peuple, et comment ce dernier peut-il prendre le premier et le conserver? Ce sont de vieilles discussions, et les objections faites à ce pouvoir du peuple le sont tout autant.

**On oublie généralement que le terme même de « démocratie » a été forgé en Grèce par des antidémocrates cherchant à montrer la supposée absurdité du concept puisque, selon eux, le *dèmos* (le peuple) était précisément une entité qui ne pouvait pas revendiquer le *kratos* (le pouvoir). Le pouvoir du peuple devenait alors un concept insensé visant à discréditer les pratiques qui s'en réclamaient. Une démocratie ne pouvait signifier que le chaos et le tumulte incessant**, comme cela apparaît très clairement dans les pages que Platon y a consacrées dans *La République*.

*« Démocratie est un terme inventé par les adversaires de la chose : tous ceux qui ont un "titre" à gouverner : ancienneté, naissance, richesse, vertu, savoir. Sous ce terme de dérision, ils énoncent ce renversement inouï de l'ordre des choses : le "pouvoir du *dèmos*", c'est le fait que commandent spécifiquement ceux qui ont pour seule spécificité commune le fait de n'avoir aucun titre à gouverner. Avant d'être le nom de la communauté, *dèmos* est le nom d'une partie de la communauté : les pauvres. Mais précisément "les pauvres" ne désigne pas la partie économiquement défavorisée de la population. Cela désigne simplement les gens qui ne comptent pas, ceux qui n'ont pas de titre à exercer la puissance de l'*arkhè*, pas de titre à être comptés. (...) Est du *dèmos* celui qui est hors compte, celui qui n'a pas de parole à faire entendre. (...) Est du *dèmos* celui qui parle alors qu'il n'a pas à parler, celui qui prend part à ce à quoi il n'a pas de part.»* Jacques Rancière

« Dèmos n'était pas un mot inventé par les démocrates, mais par les adversaires des démocrates. Cela fait une torsion dans le sens originel de la notion - dèmos est un concept polémique, litigieux d'emblée. Le dèmos, ce sont les gens de rien, ceux qui n'ont pas à être comptés et qui ont la prétention d'être tout de même de la collectivité.

(...)

*Si l'on parle de démocratie, essayons de saisir ce qu'il y a de puissance dans ce mot, de puissance non banale, littéralement extraordinaire, originairement scandaleuse. Il me semble plus fécond de parler de la démocratie du point de vue de Platon, pour lequel c'est une, monstruosité, plutôt que du point de vue de Clinton ou Chirac, pour lesquels c'est la soupe ordinaire... » Jacques Rancière*

Or la cité d'Athènes a montré, bien au contraire, qu'une vraie démocratie pouvait fonctionner sur une longue durée - environ deux siècles -, qu'un nombre très important de citoyens pouvait participer régulièrement au pouvoir en tant qu'égaux, et que, bien loin d'amener le chaos, la décadence ou la médiocrité, cette expérience avait produit quelques-unes des plus belles réalisations de la civilisation grecque.

On aurait tort bien sûr de se perdre dans la contemplation de ce passé révolu, car il l'est bien. Il ne s'agit pas de l'imiter; ON SAIT toutes les insuffisances de la démocratie athénienne qui nous paraissent aujourd'hui singulièrement antidémocratiques : exclusion des femmes de la sphère politique, présence d'une forte population d'esclaves, cruauté envers les autres cités, pratique de l'ostracisme, etc. Ces éléments nous interdisent de considérer Athènes comme un modèle duquel il faudrait se rapprocher autant que possible ; il faut donc penser différemment notre rapport avec elle. Cette expérience extraordinaire peut aujourd'hui encore nous informer, montrer les vraies alternatives et les faux dilemmes d'une démocratie en actes, et par dessus tout nous enjoindre à l'action.

Le projet de vraie démocratie se fonde sur quatre valeurs fondamentales, partiellement convergentes sans toutefois être identiques : **liberté, égalité, autonomie et émancipation.**

Une bonne façon de percevoir **l'antidémocratie implicite** est lorsqu'on franchit **le point au-delà duquel les élites n'acceptent plus que les décisions populaires les contredisent.** Ce ne sont plus les décisions elles-mêmes qui sont attaquées, mais la compétence des citoyens, la légitimité des référendums et des initiatives et fondamentalement, même si ce n'est jamais exprimé ainsi, l'assomption d'égalité politique qui devrait pourtant prévaloir dans toute société démocratique. **D'étranges arguments réapparaissent en ces occasions, démontrant que le tempérament aristocratique n'a pas vraiment abandonné nos élites, certaines que les « meilleurs » (c'est-à-dire: elles) doivent gouverner sans trop d'entraves de la part du populaire, et tout particulièrement dans ces domaines de la « haute politique » qu'elles ont toujours cru légitime de se réserver: la diplomatie, l'économie, le commerce, la finance, etc. Que les gens ordinaires décident de l'emplacement des éoliennes ou de la réfection des trottoirs, nous nous chargeons du reste (comprenez: de ce qui est vraiment important).**

Aristote disait pourtant :

*« A dépense égale, on mange mieux dans les repas à frais communs où chacun paie son écot. Il doit en aller de même dans l'ordre de la délibération politique : l'apport de*

*ce que chaque petite intelligence athénienne possède de capacité délibérante excédera toujours ce que peut offrir la réunion des capacités savantes. » Aristote*

Cléon :

*« Allons-nous oublier [...] qu'en général les cités sont mieux gouvernées par les gens ordinaires que par les hommes d'esprit plus subtil ? Ces derniers veulent toujours paraître plus intelligents que les lois [...] Les gens ordinaires au contraire [...] ne prétendent pas avoir plus de discernement que les lois. Moins habiles à critiquer l'argumentation d'un orateur éloquent, ils se laissent guider, quand ils jugent des affaires, par le sens commun et non par l'esprit de compétition. C'est ainsi que leur politique a généralement des effets heureux. » Cléon*

Castoriadis :

*« Qui élisait-on à Athènes ? On n'élysait pas les magistrats.*

*Les magistrats étaient désignés par tirage au sort ou par rotation. Pour Aristote, souvenez-vous, un citoyen est celui qui est capable de gouverner et d'être gouverné. Tout le monde est capable de gouverner, donc on tire au sort. Pourquoi ? Parce que la politique n'est pas une affaire de spécialistes. Il n'y a pas de science de la politique. Je vous fais remarquer d'ailleurs que l'idée qu'il n'y a pas de spécialistes de la politique et que les opinions se valent est la seule justification raisonnable du principe majoritaire. » Cornélius Castoriadis,*

On a pu assister depuis quelques années à la montée d'une critique moins convenue, provenant de mouvements ou partis plutôt situés à gauche, fustigeant volontiers les « passions basses » du peuple (...).

On arrive donc à une situation dans laquelle **une partie de la gauche s'est mise à critiquer non pas certaines décisions du peuple, mais sa capacité même à prendre des décisions ou l'étendue de ses compétences (ce sur quoi il est habilité à prendre des décisions)**. Elle accuse alors, par un formidable contresens, la droite nationaliste d'être « populiste », commettant ainsi une double erreur: d'analyse tout d'abord puisque le discours et les actes de cette droite ne sont en rien populistes, et sémantique ensuite puisque, **plutôt que de vouer le populisme aux gémonies, il serait grand temps d'en revendiquer à nouveau l'usage car c'est bien à la gauche qu'il appartient, comme l'histoire du terme et de son utilisation le montre de manière exemplaire. En ce sens, le populisme est le contraire de l'élitisme, et non la pratique consistant à « flatter le peuple dans ce qu'il a de plus bas », comme on essaie de le faire croire aujourd'hui.** Cette seule expression appartient déjà à une tradition antidémocratique, qui postule qu'il y a une partie de la population qui a des sentiments bas, qui « n'obéit qu'à ses tripes » plutôt qu'à sa tête, qui est émotive et non réfléchie, et qu'il serait dangereux de lui confier trop de pouvoir.

**C'est pourquoi la gauche doit être populiste, et j'ajouterais même que c'est sans doute ce qui la distingue le plus fondamentalement de la droite.**

De nos jours les aristocrates ne portent plus perruque, chemise à jabot et souliers à boucle comme autrefois. Ils ne pensent plus vraiment que la seule naissance fait le titre, mais l'argument de fond est resté le même, tout du moins si on prend la peine de le considérer d'un point de vue démocratique. **Ils affirment que toute société est irrémédiablement divisée entre des gouvernés et des gouvernants, ces derniers étant nécessairement en nombre restreint et distincts des premiers.** Or rien n'est plus éloigné de l'une des valeurs les plus importantes de la

pensée et de la pratique démocratiques, qui correspond à la définition qu'Aristote avait donnée du citoyen dans *La politique*. Rappelons-la : le citoyen démocratique est celui qui est « tour à tour gouverné et gouvernant ». **La démocratie n'admet aucune distinction principielle, de naissance, de compétence ou de capacités, entre les citoyens pour tout ce qui relève des affaires politiques.** C'est contre ces séparations entre ceux qui s'occupent de politique et les autres que la démocratie s'élève, et contre tout ce qui pourrait les faire passer pour légitimes, raisonnables ou efficaces, ce qui signifie évidemment que toute démocratie s'appuie sur une égalité non seulement politique (droits de parole, de vote, de participation, etc.), mais également économique, sociale et éducative.

Par conséquent, la réduction drastique des inégalités économiques et l'universalisation de l'éducation en vue des affaires communes sont deux conditions sine qua non de la démocratie.

Toute la tradition de la pensée démocratique insiste sur l'incompatibilité entre la richesse excessive de certains individus et le fonctionnement d'institutions démocratiques.

La richesse provoque les inégalités que la démocratie se donne précisément pour objectif de supprimer.

-----  
*[Concernant les outils référendaires :]*

Si, comme moi, l'on ne désespère pas complètement de la possible démocratisation des institutions politiques contemporaines, il faut reconnaître que les procédures référendaires sont l'un des lieux possibles – sans être le seul bien entendu – de cette démocratisation. Cela signifie que ces dernières doivent être étendues, augmentées et intensifiées, mais cela requiert dans le même temps qu'on les comprenne comme des institutions démocratiques, et non comme quelque correctif ou élément de stabilisation d'un système représentatif sinon très largement autosuffisant. Les outils référendaires doivent ouvrir à une activité politique intensifiée. Ils sont l'un des chemins conduisant à une démocratie véritablement participative, dans laquelle les citoyens sont des acteurs politiques et non des spectateurs passifs, des *zoôn politikon* (des animaux politiques, pour reprendre la célèbre formule d'Aristote) et non des sujets. Cette participation permet d'inverser le processus de privatisation et d'apathie que décrivait déjà Tocqueville au 19<sup>e</sup> siècle, puisque chacun s'occupe alors des affaires de la communauté, qu'elle soit locale, nationale ou mondiale.

-----  
**Etre citoyen, cela requiert une activité à la fois permanente et partagée.** On ne cesse pas d'être citoyen en franchissant les portes d'une entreprise, de son appartement ou de l'école. On ne se contente pas d'être citoyen les dimanches de vote, car le citoyen et la démocratie ne font qu'un, le premier fait la seconde et celle-ci, en retour, rend possible et sensée l'existence du premier.

Aujourd'hui en France et ailleurs, les citoyens en ce sens véritable sont trop rares, (...)

**Il est temps qu'un réveil civique vienne grossir leurs rangs, que l'on rappelle que, dans une démocratie, personne ne « délègue » ses affaires politiques à des « représentants », que puisque les décisions politiques affectent tout le monde, chacun doit pouvoir y prendre part concrètement et de manière décisive (c'est la définition même de la liberté), et que, pour finir, nous devons collectivement réveiller notre imagination politique afin de transformer notre action et nos institutions, ne pas rester prisonniers du**

**passé et des traditions mais savoir leur emprunter ce qu'ils ont créé de meilleur et le faire fructifier.**